

Colloque sur « la Politique au service du bien commun »

Madrid, 19 novembre 2009

Il y a deux conceptions de la démocratie. La première est classique. Le mot d'origine grecque désigne chez Aristote une cité où plus de la moitié des citoyens participe au gouvernement, par opposition à l'aristocratie caractérisée par le pouvoir d'une minorité, et la monarchie où un seul gouverne.

A l'époque moderne, le mot a pris un autre sens. Il s'est davantage identifié à la nature juridique du pouvoir qu'au nombre de ceux qui l'exercent. De la République chez Montesquieu jusqu'à la Démocratie chez Raymond Aron, les caractéristiques de ce régime deviennent plus qualitatives. C'est un régime où le pouvoir est limité, où le pluralisme est affirmé, où l'État de Droit en haut et la vertu des citoyens en bas, le civisme, sont tous deux nécessaires, où la subsidiarité entraîne la reconnaissance des pouvoirs locaux.

La philosophie politique de l'antiquité avait déjà perçu les risques courus par la démocratie. Pour Platon la démocratie était un risque en elle-même, puisqu'elle correspondait à l'avant dernier stade de la dégénérescence de la République, le gouvernement du ventre, le règne des désirs après celui de la tête et de la sagesse et avant celui de la tyrannie. Pour Aristote, la démocratie pouvait dégénérer en démagogie.

La Démocratie contemporaine semblait davantage échapper à la critique. Davantage fondée sur la liberté des modernes, la protection des droits individuels que sur la participation au pouvoir des citoyens, la liberté des Anciens selon la distinction de Benjamin Constant, elle tient sa force de la comparaison et de la menace présentes dans tous les esprits. Le Nazisme hier, le communisme jusqu'à une date récente et encore dans plusieurs pays du monde, et non des moindres, soulevaient suffisamment d'aversion pour garantir la démocratie. Après l'effondrement du bloc soviétique, Fukuyama a même cru que la

fin de l'Histoire était arrivée, que la victoire des démocraties occidentales allait réaliser les espoirs de Kant, l'avènement d'une Paix Perpétuelle fondée sur le règne universel des démocraties. Cette illusion s'est dissipée.

En 1975, le Bloc Communiste avait failli l'emporter. Son extension en Afrique, en Asie, en Amérique latine avait connu une apogée. Deux hommes ont incarné alors la résistance. Le Président Ronald Reagan qui a redressé son pays, réinventé les valeurs traditionnelles de celui-ci, et avec courage et persévérance a épuisé l'URSS. Le Pape Jean-Paul II, sans division blindée, a brandi l'arme la plus redoutable, parce qu'elle est au cœur de chaque homme, celle de la liberté de la foi et donc de la foi en la liberté. L'image de syndicalistes ouvriers demandant justice et mus par la foi pour lutter contre une dictature prétendument prolétarienne, contre une oligarchie de fait dénuée d'espérance authentique, coïncide avec celle de la révolution juste. Solidarnosc et la Pologne catholique ont donné le premier coup de pioche au mur de Berlin. C'était il y a vingt ans, et dans le pays où je suis parlementaire, cet événement capital revêt moins d'importance que la parodie de révolution de mai 1968, l'avènement de cet état d'esprit délétère qui est aujourd'hui le plus grand péril pour la démocratie.

A travers de multiples visages, ce péril est pourtant toujours le même. Reposant systématiquement sur la perversion des valeurs de la démocratie moderne, il fait revivre les inquiétudes des philosophes de l'Antiquité sur la Démocratie.

Je prendrai 5 exemples :

Le premier, c'est celui de la liberté. Il est interdit d'interdire disait le slogan parisien de MAI 1968. Au nom de cette maxime qui rejoint un principe constitutionnel essentiel de la démocratie européenne, présent au cœur de la convention européenne des Droits de l'Homme, celui de la liberté d'expression, on a donc autorisé presque toutes les

idées et surtout tous les phantasmes. En fait, on n'a pas tardé à privilégier les transgressions, surtout dans le domaine de l'expression littéraire ou artistique. Le Marquis de Sade et ses obsessions pathologiques ont été élevés au rang de sommet de la création. Tandis que les acteurs de la culture voyaient s'ouvrir tous les possibles, que la culture s'étendait au show-biz, curieusement les élus, ceux que le suffrage universel avait légitimement désignés voyaient au contraire se limiter leur champ d'expression. La pensée unique, le politiquement correct, le terrorisme intellectuel des médias branchés faisaient régner une sourde censure sur toute pensée jugée ringarde et conservatrice. « Il est interdit d'interdire » ôtait son masque et redevenait : « il n'y a pas de liberté pour les ennemis de la liberté ». Rares sont ceux qui ont pris conscience de cette mutation. L'un des pionniers de la vraie liberté, celle qui a triomphé de l'empire soviétique, aujourd'hui bien sûr classé comme réactionnaire, l'avait compris : Alexandre Soljenitsyne qui dès son discours de Harvard avait distingué les deux libertés, et dénoncé l'inégalité entre la liberté de bien faire et celle de mal faire. « Quelle mort plus funeste pour les âmes que la liberté de l'erreur » disait St Augustin. Alexandre Soljenitsyne précise le rôle néfaste de cette liberté de l'erreur dans nos sociétés : « la défense des droits individuels a pris de telles proportions que la société en tant que telle est désormais sans défense contre les initiatives de quelques uns... une liberté destructrice et irresponsable s'est vu accorder un espace sans limite... par exemple en matière de violence morale faite aux enfants par des films tout pleins de pornographie, de crime, d'horreur ».

La démocratie moderne, ce n'est pas la dictature de la majorité, ce n'est pas non plus la souveraineté absolue du peuple, comme le voulait Rousseau. Le nazisme et le communisme ont conduit par réaction la démocratie à protéger les droits des minorités, les minorités d'opinions qui doivent pouvoir s'exprimer, les minorités visibles qui ne doivent pas subir de discrimination. Cependant, la volonté de protéger les minorités doit-elle se faire au détriment de la majorité. Le principe antidémocratique de la discrimination positive, « l'affirmative action »

aux États-Unis conduit à donner plus de droits, de pouvoirs à la minorité par une sorte de compensation qui résulte d'un dérèglement du principe d'égalité suivant lequel il faudrait donner plus à ceux qui ont moins, au lieu de respecter le vrai principe démocratique qui est celui de l'équité : donner en fonction du mérite ou de la légitimité : une fausse conception de la démocratie amène par exemple à travers la représentation proportionnelle à donner le maximum de pouvoir à celui qui représentant peu est cependant indispensable pour créer par son addition une majorité parlementaire. Elle tend à accorder un pouvoir excessif à des minorités. Dans certains pays, on considère aujourd'hui que le comportement homosexuel n'est pas d'ordre privé mais définit l'identité d'une personne et son appartenance à un groupe détenteur de droits. Cette dérive entraîne la création d'institutions néfastes pour l'ensemble de la société et notamment pour la majorité des citoyens. Aussi en est-il du Pacte Civil de Solidarité créé en France pour répondre à la revendication du lobby homosexuel et qui permet aux 94% d'hétérosexuels qui le choisissent au détriment du mariage de pouvoir procéder à une répudiation par lettre recommandée en accélérant au passage l'instabilité et la précarité des familles, et notamment des femmes.

Alors que les enfants sont moins nombreux, alors qu'ils vivent de moins en moins dans l'équilibre d'une famille stable, jamais on n'aura tant insisté sur les droits des enfants. C'est le règne de l'enfant-roi annoncé par Nietzsche dans « Ainsi parlait Zarathoustra » comme l'avenir de l'humanité. L'enfance est innocence et oubli, dégagé du « Tu dois » et du « Je veux ». Avons-nous donc enfin reconnu les droits de l'enfant, avons-nous respecté sa pleine humanité ? Non. La réalité est plus noire. L'avènement de l'enfance est surtout celui de l'infantilisme et de l'irresponsabilité. La poursuite du bien commun exige le sens de la durée et le sentiment de la responsabilité. Notre époque privilégie la consommation, la jouissance du moment, l'hédonisme, préfère les modes passagères aux valeurs de la tradition. On pensait donner des droits aux enfants, on a simplement obtenu le droit de demeurer enfant et pour les hommes celui de ne jamais exercer la responsabilité et

l'autorité du père. On a obtenu de la société qu'elle devienne une « Big Mother » protectrice et étouffante et jalouse de son pouvoir, celui de ne jamais laisser devenir adultes d'éternels adolescents jouisseurs et frondeurs à la fois. Cette évolution de la démocratie avait été imaginée par Tocqueville dès la Démocratie en Amérique. Elle est aujourd'hui profondément ancrée dans nos Social-Démocraties.

« Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde... Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance virile si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il cherche irrévocablement à les fixer dans l'enfance ; il aime que les citoyens se réjouissent pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir... Il travaille volontiers à leur bonheur ; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages ; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre »

La monstrueuse excroissance de l'État totalitaire au XXe siècle, a renforcé l'idée qu'un des piliers de la démocratie était la subsidiarité, la décentralisation, le fédéralisme. La démocratie trouve ses modèles là où les citoyens décident le plus souvent pour les affaires qu'ils connaissent dans la plus grande proximité possible. Cette évolution, excellente en soi a cependant connu des conséquences nocives du point de vue démocratique. Elle a porté atteinte, en premier lieu, à l'identification claire du vecteur essentiel du Bien Commun, la Cité dans l'antiquité, la Nation à l'époque moderne. Elle développe, en second lieu, un attachement régressif à l'identité particulière alors que plus que jamais la recherche du Bien Commun se situe au niveau de la planète et doit avoir pour sujet l'humanité toute entière. Sans doute d'ailleurs la menace ressentie par beaucoup devant le processus de mondialisation est-elle à l'origine de cette réaction communautariste qui enferme les hommes dans leurs particularités. Les mouvements de plus en plus importants de population accentuent l'exigence de lutter contre les inégalités et les discriminations, mais de manière

paradoxe, cela entraîne souvent une exacerbation des identités et des différences, jusqu'à l'invention de communautés artificielles, absurdes et totalement incompatibles avec une conception juste de l'Humanité et de la recherche du Bien Commun. Ainsi en est-il des prétendues communautés fondées sur l'orientation sexuelle dont l'existence même est en contradiction avec les principes fondamentaux de toute anthropologie.

Enfin, comme l'avait parfaitement montré, Hannah ARENDT, le totalitarisme était fondé sur « l'Homme de la masse », inutile et sans valeur en tant qu'individu, ce qui explique à la fois la terreur et les massacres jusqu'au génocide. La démocratie a donc cherché à développer et à protéger les droits de l'individu. Cette volonté respectable en soi a engendré trois conséquences néfastes. D'abord elle a étendu à l'infini la revendication de nouveaux droits en ajoutant aux droits-libertés fondamentaux des droits-créances plus matériels. Ensuite elle a affaibli la communauté naturelle au sein de laquelle l'individu devient une personne et sans laquelle il risquerait tout simplement de ne pas être : la famille. Enfin, en atomisant la société en individus isolés, en faisant de celle-ci une foule solitaire selon l'expression de David RIESMANN, elle a préparé le terrain à un retour du totalitarisme sous une forme plus insidieuse. C'est avec la matière première des individus atomisés et isolés qu'a pu se pétrir l'État Totalitaire parce que c'est lui seulement qui permet d'imaginer construire un homme nouveau sans rencontrer les résistances des personnes structurées par leur tradition ou par leur foi. Cette idée développée chez Hannah ARENDT rejoint dans le fond Platon. C'est la dégénérescence de la démocratie qui annonce la tyrannie.

Que faut-il donc faire pour inverser ce processus ? La première étape doit consister en une reconquête du vocabulaire et de la pensée. Une machine à penser ou plutôt à ne pas penser a été mise en œuvre. Elle repose sur des associations d'idées non réfléchies, sur des images plus que sur des idées, sur des émotions plus que sur des réflexions. Elle impose une « novlangue » qui comme l'avait montré ORWELL imprime une idéologie inconsciente. Le fait que le racisme ait été au cœur du

totalitarisme le plus antihumaniste, en tant qu'idéologie proclamée fait de cette idée la quintessence du mal politique. Jusque là, rien à dire. Lorsque grâce à des amalgames et à des glissements sémantiques, l'anti-racisme en vient à interdire toute préservation de l'identité culturelle, toute discrimination morale, toute hiérarchie des valeurs, le but est atteint. Or, si je souhaite défendre mon héritage culturel, ne serait-ce que pour le transmettre à mon tour, pour l'offrir aussi à la connaissance des hommes et des femmes issus d'autres cultures, cela n'a évidemment rien à voir avec la race qui est du domaine de l'hérédité naturelle et non de l'héritage culturel. Si je m'oppose à la reconnaissance de droits spécifiques pour les personnes ayant des comportements homosexuels, je ne suis pas du tout raciste à leur rencontre, je ne suis pas « homophobe » selon la novlangue du lobby. Au contraire, c'est notamment parce que je pense que le comportement sexuel dans sa variété chez les personnes et dans la vie d'une personne, ne constitue pas son identité et ne permet pas de définir un groupe. Mais c'est aussi parce que la volonté de séparer l'humanité entre deux groupes qui doivent s'ignorer, les hommes et les femmes alors que le simple bon sens, les sciences comme les religions enseignent le contraire, est un projet absurde et pour le coup « raciste » puisqu'il refuse la rencontre positive de l'altérité. L'attachement raisonnable à sa patrie se situe dans une hiérarchie légitime des valeurs qui ne doit compromettre ni sa fidélité envers sa famille, ni son respect de l'humanité. Dans l'enracinement, Simone WEIL résumait cette idée en évoquant « un patriotisme subordonné à la Justice ».

Quelles sont donc les valeurs sur lesquelles doit se bâtir une démocratie régénérée ?

La Première est la personne, parce qu'elle affirme que l'homme n'est pas un individu, ni l'individu de la masse totalitaire, ni celui, calculateur et égoïste, détaché de tout enracinement communautaire de la société libérale.

Comme le soulignait Emmanuel MOUNIER « La communion est insérée au cœur même de la Personne ». Sa liberté n'est pas une licence de tout faire dans son intérêt propre et immédiat, mais au contraire une adhésion, un engagement responsable. « Dispersion, avarice, voilà les 2 marques de l'individualité : la Personne est maîtrise et choix, elle est générosité » dit encore Mounier. La personne est un être spirituel qui sait que sa richesse vient du « nous » des collectivités dans lesquelles il vit et agit, et qui a acquis en leur sein une autonomie qui lui permet par ses initiatives et par sa responsabilité d'œuvrer en faveur du « nous », en respectant une hiérarchie de valeurs librement consenties au sommet de laquelle trône précisément le respect de la dignité de la Personne humaine.

La seconde est celle de communauté naturelle. Dans Mémoire et Identité, Jean-Paul II souligne que la doctrine sociale de l'Eglise considère que tant la famille que la Nation sont des sociétés naturelles et ne sont donc pas le fruit d'une simple convention ». Ce sont des communautés plus que des sociétés pour reprendre la distinction de Jacques MARITAIN. La famille est le terreau de l'éducation, c'est celui de la solidarité la plus forte qui s'appelle l'amour. C'est en son sein que la communauté se perpétue, que ses membres reçoivent les valeurs et les modèles qui vont leur permettre de devenir des personnes. La Nation est la communauté qui doit être assez forte pour garantir la liberté et la dignité de ses membres et que leur transmet sa culture la plus souvent centrée sur une langue. Ni la Famille, ni la Nation ne doivent être l'objet d'une vénération égoïste. Elles sont les communautés naturelles nécessaires à l'épanouissement de l'homme, les tremplins de son altruisme, non les refuges de son égoïsme. La Nation n'empêche nullement l'Europe, mais celle-ci qui refuse d'affirmer son identité et ses valeurs chrétiennes n'est qu'une société, une technocratie gérant plus ou moins bien des intérêts, non une communauté.

C'est en se développant grâce à ces communautés naturelles que l'homme peut et doit trouver sa place au cœur de l'univers, en respectant l'ordre et l'équilibre de celui-ci. C'est Benoît XVI qui parle à

ce propos d'Écologie humaine. Il développe ce thème notamment dans l'encyclique *Caritas in veritate*. « La façon dont l'homme traite l'environnement influence les modalités avec lesquelles il se traite lui-même et réciproquement ». L'hédonisme et le consumérisme abîment l'homme et épuisent la planète. C'est du respect de l'homme par lui-même que peuvent naître la mesure et l'équilibre dans les rapports que l'homme doit entretenir avec la Nature. Ni les besoins de la production, ni la recherche du profit, ni le désir de la satisfaction immédiate et désordonnée ne doivent enlever à l'Homme la dignité de son travail et l'amour de sa famille. On ne peut à cet égard que souligner les contradictions de l'idéologie « verte ». Elle dénonce la culpabilité de l'homme dans les ruptures de l'ordre naturel, mais elle ne se soucie jamais de l'ordre humain. Au contraire, cette idéologie associe le plus souvent son souci prétendu de défendre la nature, avec des revendications qui nient la nature humaine, elle laisse croire que les deux sexes nécessaires à la procréation ne sont que des genres inventés par les cultures, proclame le droit de l'homme à se livrer à toutes sortes d'expériences hasardeuses dans le domaine de la procréation assistée, se préoccupe davantage d'interdire les OGM que les expérimentations sur des embryons humains, prétend protéger la vie quand elle réclame dans le même temps le droit de choisir sa mort. La vraie démocratie doit être aussi un hymne à la vie, et le contraire de la Culture de mort qui nous envahit. L'Écologie nous enseigne à respecter la Nature, la Bioéthique à respecter la dignité de l'homme et la vie. Ce sont les deux faces inséparables d'un même combat.

Les menaces qui naissent au sein même de la démocratie et à partir de ses principes mêmes, sont le relativisme qui égalise toutes les valeurs, le constructionnisme qui fait croire que tout est possible. Elles ont le double visage de la séduction et du vertige. Elles ne résistent pas cependant à la force de la Loi Naturelle. Cette notion fondamentale chez St Thomas d'Aquin a joué un rôle essentiel dans l'instauration de la Démocratie chrétienne, l'un des mouvements politiques démocratiques les plus puissants du XXe siècle. Que signifie-t-elle ? Il ne s'agit pas d'une loi physique. Elle ne nie nullement la diversité des

comportements humains et des institutions humaines. Elle se réfère à la lumière naturelle à la raison qui permet à tous les hommes d'être éclairés par la même vérité, même si celle-ci doit cheminer à travers l'histoire. Benoît XVI à l'ONU en avril 2008 rappelait que les Droits de l'Homme « trouvent leur fondement dans la loi naturelle inscrite au cœur de l'homme et présente dans les différentes cultures et civilisations ». De l'évangile de Mathieu à l'Impératif catégorique de Kant, le principe de la réciprocité est crucial pour régler les rapports humains : il entraîne l'équité, il justifie et limite en même temps la propriété et le pouvoir, il montre le respect d'autrui, de sa dignité et de sa vie.

« Tout ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le vous-même pour eux, car c'est la loi et les prophètes » disait Mathieu.

« Agis toujours de façon que tu traites l'humanité aussi bien dans ta personne que dans toute autre, toujours comme fin, et jamais simplement comme moyen » écrivait KANT.

Ceci me conduit naturellement à la conclusion. La démocratie n'échappera aux dangers qui la menacent de l'intérieur qu'à une condition : la démocratie est une exigence morale avant d'être un régime politique. Dans l'Homme et l'Etat, Jacques MARITAIN avait montré que le choix politique primordial se situait entre la rationalisation technique et la rationalisation morale. Choisir la première, c'est donner raison à Machiavel, à Staline, à Mussolini, certes, mais aussi à la technocratie qui font de la politique une technique, un ensemble de solutions pour atteindre des objectifs divers et momentanés, sans une véritable conception du but même de la politique. Ainsi à partir de sondages, de mesures démagogiques et de manipulations juridiques ou financières, des gouvernants pourront-ils se maintenir au pouvoir ou au moins rétablir une croissance du PIB. Pas un instant ils n'auront défini ni visé le Bien Commun.

« Avec la démocratie, dit encore Jacques MARITAIN, l'Humanité est entrée dans la route qui conduit à la seule rationalisation authentique,

la rationalisation morale... La fin suprême et la tâche la plus essentielle de ce corps politique »... n'est pas d'assurer les avantages matériels d'individus sans lien, absorbés, chacun, dans le souci de son bien être et de son enrichissement personnels. Ce n'est pas non plus d'acquérir la maîtrise industrielle sur la nature ou la maîtrise politique sur les hommes. C'est plutôt d'améliorer les conditions de la vie humaine elle-même ou de procurer le bien commun de la multitude de telle façon que chaque personne concrète non seulement dans une classe privilégiée, mais dans la masse entière de la population puisse vraiment attendre cette mesure d'indépendance qui est propre à la vie civilisée et qui est assurée à la fois par les garanties économiques du travail et de la propriété, les droits politiques, les vertus civiles et la culture de l'esprit ».

La Démocratie est un idéal que la Foi et l'espérance peuvent, seules, animer. La Démocratie doit être morale ou ne sera pas.

Christian Vanneste

Député UMP du Nord